

Organisation du marché du blé, betteraviers, prestations vitiques, fonds d'assainissement du marché des produits laitiers, marché de la viande, pommes de terre de semence (p. 5523 et suiv.) ; Chap. 84-24 : *Amendement de M. Tourné (Exportation de vins)* (p. 5426) ; Chap. 84-28 : *Assainissement du marché du lait et des produits laitiers* (p. 5528) ; Chap. 84-71 : *Baisse de 15 0/0 sur le prix des matériels agricoles* (p. 5530) ; Art. 5 : *Prêts aux agriculteurs migrants* (p. 5532) ; Etat A, Chap. 31-81 : *Entretien et réfection des maisons forestières* (p. 5535) ; Etat B, Chap. 61-60 : *Aménagement des grandes régions agricoles* (p. 5536) ; *Réparation des dommages causés par les inondations dans l'Aveyron* (p. 5538) ; Etat A, Chap. 44-22 : *Tolérance de l'acide borique dans les beurres fermiers* (p. 5542). — Répond à une question de M. Waldeck Rochet relative au prix du blé et du pain [31 décembre 1954] (p. 7053). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955 : *La betterave* [27 janvier 1955] (p. 320) ; Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement indicatif de M. Liautey (Droits acquis des bouilleurs de cru ouvriers et retraités)* (p. 321, 322) ; Chap. 43-31 : *Amendement de M. Gabriel Paul (Bourses aux écoles supérieures privées)* (p. 323) ; Etat B, Chap. 61-60 : *Équipement des primeuristes ; inondations ; irrigation des coteaux de Gascogne* (p. 326, 327) ; *Équipement des coopératives viticoles* (p. 327) ; Art. 7 bis : *Fonds pour le développement des adductions d'eau et programme conditionnel* (p. 329, 330) ; Art. 11 bis : *Marché viticole* (p. 334) ; Articles additionnels : *Prêts aux jeunes ruraux* (p. 335) ; de ce projet de loi en troisième lecture : *Réunion de la Commission de l'agriculture* [1^{er} février 1955] (p. 576) ; Etat B, Chap. 61-60 : *Aménagements agricoles régionaux ; Bas-Rhône-Languedoc ; incidents de Lille* (p. 579, 580). — Donne sa démission de *Ministre de l'Agriculture* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955) (p. 2072).

HOUPOUET-BOIGNY (M. Félix), *Député de la Côte d'Ivoire (App. U. D. S. R.)*.

Son élection est validée [24 août 1951] (p. 6508). = Est nommé membre de la Com-

mission de l'éducation nationale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**).

Interventions :

Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pleven) : *Ses observations sur la rupture du Rassemblement démocratique africain avec les communistes, le programme de Bamako, l'aide aux écoles libres* [8 août 1951] (p. 6266, 6267) ; — à la discussion du rapport sur les élections de la Côte d'Ivoire : *Discussion générale* [24 août 1951] (p. 6495, 6496, 6497, 6498, 6499, 6500, 6501) ; — à la discussion d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer : *Ses explications de vote* [13 août 1954] (p. 4177).

HUEL (M. Robert), *Député de la Haute-Marne (A. R. S.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé : membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [15 novembre 1954] (**F. n° 442**) ; membre de la Commission des pensions [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**), [15 mars 1955] (**F. n° 508**) ; membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 18 décembre 1951, une proposition de loi tendant à sauvegarder les droits qu'ils tiennent de leur emploi civil, des fonctionnaires, agents des services publics, employés et ouvriers des entreprises nationalisées, qui souscrivent un engagement ou un rengagement dans l'armée, **n° 2059**. — Le 19 décembre 1951, une proposition de loi tendant à la protection des appellations d'origine en matière de fromage, **n° 2092**. — Le 19 décembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 53 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, **n° 2095**. — Le 22 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement, à l'occasion

du centenaire de la médaille militaire, à faire appliquer l'article 12 du décret du 22 janvier 1852, prévoyant qu'un château national servira de maison d'éducation aux jeunes filles ou orphelines indigentes des familles dont les chefs ont obtenu ladite médaille, n° 2436. — Le 25 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à classer fiscalement les osiériculteurs vanniers exploitants agricoles et non artisans, n° 4862. — Le 24 février 1953, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 52-833 du 18 juillet 1952 en étendant aux anciens combattants de la 1^{re} armée française et de la 2^e D. B. le bénéfice de toutes les dispositions relatives aux combattants, n° 5651. — Le 20 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi (n° 5183) relatif à l'entrée en compte, dans les pensions de retraite, de certains services militaires accomplis au cours des années 1938 et 1939 par les militaires de réserve, n° 5942. — Le 20 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 5379) de M. Max Brusset tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux veuves de guerre non remariées un voyage annuel gratuit ou à prix réduit pour accompagner leurs enfants en vacances, n° 5943. — Le 19 mai 1953, une proposition de loi tendant à permettre aux personnes ayant élevé trois enfants ou plus d'avancer l'âge de leur retraite, n° 6201.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les incidents sanglants de Chaumont le 28 avril et la répression des Nord-Africains par la Garde républicaine [6 octobre 1953] (p. 4013, 4014). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955; Etat A, Chap. 46-51 : *Son amendement indicatif (Reclassement des anciens combattants du corps expéditionnaire d'Indochine)* [11 mars 1955] (p. 1349); — en troisième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955; Art. 33 : *Son amendement (Taux des redevances des mines au profit des budgets communaux)* [18 mai 1955] (p. 2890); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Équipement des petites exploitations agricoles* [18 mai 1955] (p. 2901).

HUGUES (M. André), *Député de la Seine* (3^e circonscription) (R. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé : Secrétaire de la Commission des affaires économiques [19 juillet 1951] (F. n° 7), [22 janvier 1953] (F. n° 217), [9 février 1954] (F. n° 343); membre de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); membre de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); par la Sous-Commission des affaires économiques pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [21 septembre 1951] (F. n° 46), [30 janvier 1953] (F. n° 226), [19 mars 1954] (F. n° 366), [31 janvier 1955] (F. n° 490). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie : de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (F. n° 263); de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (F. n° 391), [1^{er} février 1955] (F. n° 491). — Est nommé par la Commission des affaires économiques membre de la Commission interparlementaire chargée d'étudier la simplification des formalités de frontières [17 mars 1955] (F. n° 510).

Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à nommer dans toutes les mairies de Paris, comme maires et maires-adjoints, des femmes qualifiées au fur et à mesure des vacances qui s'y produiraient, n° 64. — Le 9 août 1951, une proposition de loi tendant à l'allègement et à la simplification du régime fiscal des successions et des donations, n° 629. — Le 22 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures susceptibles de faire baisser efficacement les cours de la viande, n° 780. — Le 23 août 1951, une proposition de loi tendant à normaliser et à moraliser les élections partielles